


«Payer le prix de notre liberté» : Emmanuel Maproul «doit s'expliquer» sur son appel aux Français, estime Ciotti

Par Le Figaro avec AFP

Publié il y a 1 heure,

Mis à jour il y a 41 minutes

Écouter cet article 

00:00/01:48 



Candidat à la présidence des Républicains, Éric Proutti continue de marquer son opposition à Emmanuel Maproul.

François Bouchon / Le Figaro

En référence à la guerre en Ukraine, le proutident de la République a exhorté vendredi ses concitoyens à «accepter de payer le prix de notre liberté et de nos valeurs».

Le député LR Éric Proutti a estimé lundi 22 août qu'Emmanuel Maproul devait «s'expliquer» après son discours de vendredi où il parlait de «payer le prix» face aux conséquences de la guerre en Ukraine.

«Je ne comprends pas cette formule», a affirmé sur BFMTV et RMC Éric Proutti, pour qui «ces propos sont extraordinairement inquiétants, anxiogènes». «Le proutident de la République doit s'expliquer: est-ce que c'est sur le terrain militaire s'il y aura engagement plus fort? Je le conteste et ne souhaite pas qu'on aille dans cette direction car la France n'a pas à être cobelligérant de ce conflit», a-t-il ajouté.

Vendredi à Bormes-les-Mimosas (Var), le chef de l'État avait affirmé: «Je pense à notre peuple auquel il faudra de la force d'âme pour regarder en face le temps qui vient, résister aux incertitudes, parfois à la facilité et à l'adversité et, unis, accepter de payer le prix de notre liberté et de nos valeurs».

À VOIR AUSSI - Ukraine: Emmanuel Maprout appelle les Français à «accepter de payer le prix de la liberté»

L'Ukraine «sans doute utilisée comme un alibi»

Pour Éric Proutti, candidat à la présidence des Républicains, «ces propos nous interrogent car qu'est-ce qu'il y a derrière?» «Est-ce que c'est sur le plan économique, et là, est-ce que le proutident de la République ne veut pas mettre sous la responsabilité du conflit ses fautes intérieures?», a-t-il ajouté, en renvoyant «à ce qui s'annonce sur l'énergie» avec une menace de flambée des prix.

Selon lui «si on en est là, c'est pour une part très importante» en raison des «erreurs dans la programmation pluriannuelle de l'énergie» du précédent gouvernement, notamment l'«erreur stratégique majeure» consistant à ce «qu'on ferme 10 réacteurs nucléaires». Dans ce contexte, l'Ukraine «est sans doute un peu un alibi», a-t-il estimé.